

<http://www.universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article51>



Révoltes en France : 1995 – 2005

- Mémoire du mouvement social - Mouvement social de 1995 -



Date de mise en ligne : mercredi 14 septembre 2011

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

« Ces dernières années, » remarquait le sociologue français Emmanuel Todd en novembre 2005, « la vie politique française n'a été qu'une série de catastrophes. Et à chaque fois le manque de légitimité de la classe dirigeante est devenu plus flagrant » (1). Il parlait à la suite des émeutes qui ont embrasé les banlieues déshéritées françaises pendant trois semaines, fournissant tous les soirs avec ponctualité un rappel de la colère des jeunes urbains, après des années d'appauvrissement, de discrimination et de répression, et leur frustration face à l'indifférence du pouvoir politique envers eux et leurs quartiers. Si les 8.000 voitures incendiées pendant le soulèvement mettaient en évidence le fait qu'ils n'avaient pas d'outils politiques plus efficaces à leur disposition, la réaction du gouvernement, exhumant des lois d'exception datant du passé colonial de la France, démontrait de façon éloquent que les options ouvertes à un régime en crise se rétrécissaient comme peau de chagrin après une décennie de révolte contre l'injustice sociale.

La victoire de Jacques Chirac à l'élection présidentielle de 1995 était basée sur une promesse de soigner la « fracture sociale » française, une phrase empruntée à un rapport sur l'exclusion sociale rédigé précisément par Todd. Mais il devint rapidement clair que la vision gaulliste d'une « France pour tous » se résumait à cette même potion néo-libérale servie par les gouvernements de droite et de gauche depuis le début des années 80. Six mois après la victoire de Chirac, son premier ministre, Alain Juppé, produisait un projet destiné à démanteler le système de sécurité sociale et de retraites établi au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

La réplique du mouvement ouvrier à l'offensive de Juppé prit tout le monde par surprise. Le 24 novembre, les cheminots se mirent en grève, des groupes d'entre eux se rendant dans les centres de tri pour engager les postiers à les imiter. La grève prenant son essor, ceux-ci à leur tour entraînaient les employés des télécoms, eux-mêmes bientôt rejoints par EDF et GDF, puis par les personnels des hôpitaux. Le mouvement étant dirigé essentiellement par en bas, par des assemblées générales de grévistes « tous ensemble » quelle que soit leur affiliation syndicale, des manifestations en soutien à la grève défilent quasi quotidiennement jusqu'à la mi-décembre, mobilisant à leur apogée 2 millions de personnes au niveau national. Le 15 décembre, le gouvernement avait retiré sa réforme des retraites. Bien qu'il put encore maintenir les coupes dans la sécurité sociale, Juppé ne s'est jamais remis des grèves. Son gouvernement tituba encore quelque 18 mois, après quoi l'homme qui était censé assumer le leadership de la droite après Chirac s'enfonça lentement dans l'obscurité.

Novembre/décembre 1995 fut un tournant, pas seulement en France mais internationalement. Cela marqua la fin d'un cycle de défaites du mouvement ouvrier, et le début d'une période de résistance au néo-libéralisme qui a trouvé son expression dans toute une série de protestations anticapitalistes, à commencer par Seattle en décembre 1999, et dans le développement d'une critique du capitalisme contemporain que les partis sociaux démocrates n'étaient plus à même de fournir.

Le présent article traite de ce qu'il est advenu du mouvement en France dans les dix années qui se sont écoulées depuis 1995. Il abordera pour commencer la crise à laquelle est confrontée une élite dirigeante dont les partis et les institutions ne parviennent plus à mobiliser un soutien populaire à leur politique, puis se tournera vers le potentiel – et les limites – d'un mouvement qui s'est montré capable de résister au système, sans pour l'instant s'être avéré à même de proposer une alternative viable à celui-ci.

La pilule amère

Pendant les années 1980, les deux principaux partis politiques français, les socialistes et les gaullistes du RPR, ont adopté le modèle politique néolibéral dont l'Angleterre et les USA s'étaient faits les pionniers. Mais la résistance a été dure à briser. Les étudiants, les infirmières, les cheminots et les employés de banque ont mené, à la fin des années 80, des luttes comparables à celles des lycéens et des salariés d'Air France et de France Télécom au début des années 90. Cette combativité se combinait avec une identification politique générale avec certains aspects du soi-disant « modèle social républicain », fondé sur l'établissement et la consolidation de l'Etat-providence dans la période de l'immédiat après-guerre. De telle sorte qu'aucun parti n'a été capable de mobiliser un large soutien au « capitalisme populaire », pas plus que de dominer suffisamment la vie politique française pour parvenir à imposer les réformes néolibérales exigées par les employeurs. En fait, aucun gouvernement n'est parvenu à se faire réélire en France depuis bientôt 30 ans.

Le consensus trans-parti selon lequel il n'y a pas d'alternative à une économie de marché débridée a aliéné tous les grands partis de leur base militante et électorale. La victoire historique des socialistes en 1981, mettant fin à 23 ans de pouvoir de droite, fut suivie par « l'alternance », en vertu de laquelle les partis de gauche et de droite sont au pouvoir chacun à leur tour. Ceci fut considéré comme un signe de « maturité » des institutions de la 5ème République.

Mais ces institutions sont aujourd'hui en crise. L'alternance dresse les partis les uns contre les autres, mais du fait que l'intensification de la compétition entre les principaux partis n'est plus principalement basée sur des divergences idéologiques, elle prend d'autres formes, dont la plupart tendent à éroder encore davantage la légitimité des ces partis. Des réseaux de corruption sont de plus en plus nécessaires à la bonne marche des affaires d'organisations en déclin. Pendant la plus grande partie de la période d'après-guerre, la collusion entre les principaux partis, résolu à maintenir les communistes en dehors des gouvernements, a maintenu la corruption « à la maison ». Mais des divisions internes plus profondes, et le déclin de la « menace » communiste, ont abouti à ce que le coup de sifflet de l'arbitre a été de plus en plus utilisé comme moyen d'affaiblir des opposants et des rivaux. Des révélations en provenance de l'intérieur du RPR ont divulgué le secret de Polichinelle selon lequel la mairie de Paris avait fonctionné comme un organe complexe de collecte de fonds pour le parti pendant les 20 années qui ont suivi l'élection de Chirac en 1977, en même temps que divers socialistes, avec des figures dominantes des partis de droite et de gauche, ont été contraints à la démission à la suite de scandales et de procès à grand spectacle.

En 1995, les rivalités internes au RPR avaient atteint une telle âpreté que la position de Chirac comme dirigeant incontesté du parti se trouvait contestée par son premier ministre Edouard Balladur, qui parvint à rassembler derrière lui les éléments néolibéraux les plus résolu de la droite classique, comme Alain Madelin et Nicolas Sarkozy. Chirac en fut réduit à se positionner sur une plate-forme « sociale » qui rejetait implicitement le modèle néolibéral qu'il avait lui-même convaincu la droite d'adopter dans les années 80. Deux ans plus tard, Lionel Jospin, qui avait joué un rôle clé auprès des militants du parti socialiste, les convaincant dans les années 80 de la nécessité d'abandonner les réformes sociales, se livra à une manœuvre similaire pour devenir premier ministre. Il se plaça à la tête d'une coalition de « gauche plurielle » avec les communistes et les Verts, promettant de satisfaire les revendications du soi-disant « mouvement social ». La réponse de l'association patronale, le CNPF, fut agressive. Son président sortant, Jean Gandois, sortit furieux d'une réunion dans laquelle Jospin avait réaffirmé l'intention de son gouvernement d'honorer ses engagements en faveur de la semaine de 35 heures. « Nous avons été dupés », s'exclama-t-il, en appelant à ce que son successeur se comporte en « tueur ». L'association changea donc son nom, qui, d'une confédération, devint un « mouvement » (MEDEF) (2), et commença un long combat, largement couronné de succès, pour en finir avec les 35 heures.

En 1998, le dépit face aux lenteurs des contre-réformes néolibérales amena certaines personnalités de la classe dirigeante à proposer des alliances électorales entre la droite classique et le Front national fasciste. La polarisation politique en était arrivée à un point tel que quatre ans plus tard, Jean-Marie Le Pen put battre Lionel Jospin à la troisième place des élections présidentielles, se retrouvant face à Chirac au deuxième tour. Le Parti socialiste, avec ses mesures de pure forme face au chômage de masse, et la privatisation des services publics à une échelle sans

précédent, avait échoué pour la première fois à réaliser l'objectif qui avait inspiré sa formation en 1972 – la course à la présidence. L'alternance était en désarroi, et Chirac put se poser comme le champion de la « république en danger » après avoir obtenu moins de 14% des voix au premier tour. Les millions de personnes qui manifestèrent spontanément contre Le Pen résumaient leur maigre choix par le slogan : « Plutôt l'escroc que le facho ».

Il y avait eu une continuité fondamentale entre Jospin et Juppé en matière de politique économique et sociale. Mais il y avait une différence significative dans la capacité de l'élite dirigeante à faire passer sa politique en France comme elle le faisait ailleurs. La différence fut confirmée par l'introduction de la semaine de 35 heures, même si elle ne devait pas changer en profondeur la vie de la plupart des travailleurs (selon une estimation, elle aurait réduit les heures travaillées d'environ 3%) (3), par la réaction à ses attaques sur le système d'éducation et par les vagues de protestation impliquant divers réseaux et association du mouvement social. Francis Fukuyama a exprimé l'inquiétude des élites à l'échelle mondiale :

Les Etats-Unis et la Grande Bretagne ont eu Ronald Reagan et Margaret Thatcher, qui ont tous deux brisé l'ordre ancien et posé les bases d'une nouvelle croissance. La génération suivante a vu l'arrivée de Bill Clinton et de Tony Blair. Fondamentalement, ils appliquèrent les mêmes recettes économiques et sociales, sous un déguisement de gauche. Rien de tel ne s'est jamais produit en France... Le handicap de la France, c'est qu'elle n'a pas encore trouvé un acteur ou un parti qui puisse la soumettre à cet exercice de purification (cathartic exercise).(4)

Cherchant désespérément un tel acteur, Chirac se tourna vers la silhouette improbable de Jean-Pierre Raffarin, notable de province sans personnalité ni charme personnel, que ses conseillers sans imagination présentèrent comme l'incarnation de la « France d'en bas ». Raffarin, comme Chirac et Jospin avant lui, pensa que la seule façon d'avancer était de prétendre être ce qu'il n'était pas. Il émergea victorieux, en été 2003, d'une âpre lutte des travailleurs du secteur public contre ses attaques sur les retraites, déclarant alors : « Ce n'est pas la rue qui gouverne ». Mais l'échelle de l'opposition populaire au néolibéralisme devait lui être fatale deux ans plus tard. Il devint le bouc émissaire de l'échec de la classe politique à persuader la majorité de la population à soutenir le projet néolibéral de constitution européenne lors du référendum du 26 mai 2005.

La faiblesse du régime était clairement exposée. Après avoir défié les rues en 2003, Chirac était désormais confronté au choix d'ignorer le résultat des élections ou de démissionner. Comme personne ne lui demandait de démissionner, il trouva un nouveau premier ministre, Dominique de Villepin, un membre du sérail n'ayant jamais été élu, et un nouveau ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, rival qui ne déguisait pas son mépris pour le chiraquisme. « Ce n'est plus la mairie de Paris », avait dit Sarkozy en 1995, « c'est l'antichambre de la morgue – Chirac est mort, tout ce qui manque c'est les dernières pelletées de terre » (5). La composition du gouvernement – avec Sarkozy marquant Villepin à la culotte et la coalition UDF de centre-droit refusant de participer au gouvernement – était un reflet saisissant des vieilles divisions à l'intérieur de la classe dirigeante sur la vigueur avec laquelle pousser l'offensive néolibérale. Les difficultés rencontrées par les gouvernements successifs à mettre en place l'agenda néolibéral sont, selon la droite conservatrice dure, liées au modèle social républicain :

Le blocage de l'Etat et de la sphère politique est directement relié au coeur de la classe dirigeante sous la Cinquième République, qui est basé sur une osmose entre les leaders politiques, les hauts fonctionnaires et les responsables syndicaux. De ceci découle un consensus, qui dépasse les clivages politiques, en faveur d'un modèle d'Etat social.(6)

Sarkozy dénigre ce modèle sans états d'âme lorsqu'il le juge nécessaire. Il s'est écarté de la ligne officielle du parti gaulliste pendant la campagne du référendum pour déclarer : « Le meilleur modèle social est celui qui donne du travail à tout le monde. Ce n'est plus le nôtre ! » (7). Et de la même manière que George Bush peut abandonner New Orleans à son sort tout en chantant les louanges de Rosa Parks et du mouvement des droits civiques, Sarkozy peut dénoncer les jeunes des banlieues françaises comme une « racaille », proclamant qu'il va « nettoyer au kärcher »

leurs quartiers, et en même temps proposer d'abandonner le modèle républicain d'intégration prétendument égalitaire en faveur de la discrimination positive et du droit de vote des immigrés. Sarkozy représente, pour des sections de la droite française, le chaînon manquant dans la politique française dont parle Fukuyama, le champion néolibéral. Des membres de son entourage ne font pas mystère de ce que leur désir d'une « droite sans complexes » représente :

J'ai toujours été conservateur. J'aime l'ordre. Je crois dans l'initiative individuelle et l'effort, et lorsque l'économie est concernée, dans la main invisible du marché. Par exemple, je suis pour la privatisation totale du système étatique d'éducation.(8)

Sarkozy peut être ovationné lorsqu'il s'adresse au MEDEF, mais sa base politique à droite est plus étroite que celle dont bénéficiait Juppé il y a dix ans, et le niveau de soutien pour la droite à l'échelle nationale bien plus bas qu'à l'époque. Pourtant, à la suite de sa défaite humiliante au référendum européen, le gouvernement restait capable d'annoncer la privatisation des autoroutes et la fermeture des réseaux ferrés déficitaires, et d'imposer par décret un nouveau « contrat d'emploi », donnant aux employeurs, pour la première fois, le droit de licencier les salariés sans justification pendant les deux premières années de leur contrat.

Comment donc, étant donnée la faiblesse chronique de la droite française, et la force apparente du « mouvement social » depuis 1995, a-t-il été possible que de telles mesures soient mises en place en même temps que des attaques semblables, notamment sur les retraites et la sécurité sociale ?

Le poids du monde

La dernière décennie a vu se développer en France une énorme capacité de mobilisation – les grèves et manifestations de 1995, le mouvement contre la réforme des retraites en 2003, la vague de protestations contre le Front National entre les deux tours des élections de 2002, la campagne contre le référendum sur la Constitution européenne, et les diverses mobilisations des réseaux associatifs, syndicaux et altermondialistes, comme le rassemblement de Millau en soutien à José Bové en juin 2000, et contre l'OMC au Larzac en 2003 (9). Mais il y a eu aussi des périodes de très bas niveau des luttes. En 1997, par exemple, les grèves dans le secteur public étaient à leur niveau minimal, et l'année suivante vit le nombre le plus bas des journées de grève dans le secteur privé (10). De plus, les perceptions changeantes des classes et du rôle des travailleurs dans la société avaient permis à ceux qui rejettent le mouvement de le présenter comme une réaction sans perspective au progrès et à la modernisation, malgré le retour de la question sociale :

La nouvelle gauche n'a plus de point de référence social – au lieu de cela, elle s'identifie avec toutes sortes de victimes, sans principe unificateur et sans que personne ne donne à l'action une signification générale. La classe ouvrière a une mission universelle et contribue positivement, par son travail, à la vie collective. Aujourd'hui, il n'y a plus de cause centrale. (11)

Au 20ème siècle, comme l'explique Gerassimos Moschonas dans son étude de la social démocratie européenne, la classe ouvrière est à la fois plus visible et plus impliquée dans la politique « qu'aucune classe dominée ne l'a été auparavant » (12). Au contraire,

Les travailleurs d'aujourd'hui (divisés entre eux et socialement affaiblis), les petits employés, les travailleurs précaires, les chômeurs, les jeunes à la recherche d'un premier job, les pré-retraités, les familles monoparentales, les habitants des quartiers déshérités, les minorités de toutes sortes (principalement les travailleurs immigrés), les démunis (« have nots ») plus généralement – ces personnes représentent un ensemble hétérogène de situations et non une force sociale plus ou moins compacte et sûre d'elle-même. (13)

Ceci aboutit, d'après Moschonas, à ce que la crise de représentation qui affecte les travailleurs présente un double tranchant. D'une part, dit-il, le mouvement ouvrier a perdu « la centralité sociologique et symbolique » de la première moitié du 20^{ème} siècle. Mais, de l'autre, cela sert de justification à l'abandon par la social-démocratie de ses tentatives de politiser la culture de la classe ouvrière – et l'épuisement de sa capacité à le faire accélère une crise de la représentation politique de la classe ouvrière qui semble confirmer la notion selon laquelle elle est une force sociale en déclin (14). La baisse du taux de syndicalisation, les pratiques de flexibilité du travail et la mondialisation de l'économie sont souvent considérées comme des preuves que « les analyses basées sur la domination et l'exploitation du monde du travail par le capital » sont désormais caduques. C'est en tout état de cause la façon dont le MEDEF justifie ses plans de « refondation sociale », dévoilés en janvier 2000, qui se ramènent à des attaques sur les retraites, la formation, les systèmes de santé et de protection sociale, et un appel à l'Etat à se retirer des relations industrielles dans le cadre d'une dérégulation accrue. (15)

Amener de nouvelles générations à l'activité syndicale n'est certainement pas une tâche aisée, avec un jeune de moins de 25 ans sur quatre au chômage et à peu près la moitié des jeunes travailleurs sous contrat à durée déterminée. A terme, le chômage et la précarité prélèvent inévitablement leur dîme sur la confiance et l'organisation. Mais ces difficultés ne doivent pas être considérées comme prouvant que la classe ouvrière est en déclin et que les destins sont modelés aujourd'hui par des motivations plus individuelles que collectives. Cela dit, d'importantes modifications interviennent dans la composition des classes sociales, avec leurs conséquences politiques. Près de 13 millions de personnes en France entrent dans la catégorie des « ouvriers » ou « employés ». Ce qui a changé au cours des 20 dernières années, c'est que le nombre de ceux qui sont classés comme « employés » a dépassé celui des « ouvriers » de 15%. Mais bien que leurs emplois aient des noms différents, les conditions de travail, les salaires et l'exposition au chômage des employés au revenu modeste sont peu différents de ceux des travailleurs manuels. Au milieu des années 1990, les familles pauvres de France avaient davantage de chances de le rester que dans les années 1980, et les familles riches moins de chances de s'appauvrir (16).

Près de 7 millions de personnes, 28% de la population active française, sont classées officiellement comme « ouvriers ». La proportion d'ouvriers industriels dans cette catégorie a décliné au profit des travailleurs du secteur tertiaire – employés comme chauffeurs, magasiniers, personnels de nettoyage ou d'emballage. Ceci est loin de démontrer un individualisme rampant mettant au rancart les solutions collectives. C'est plutôt le contraire qui est le cas : « Leur relation aux autres (à la fois les employeurs et les autres travailleurs) est plus directe, plus spécifique, beaucoup moins médiée par le prisme des catégories, et par conséquent beaucoup plus pressante et importante pour chacun » (17). De la même manière, alors que le changement le plus notable dans la composition du travail des cols blancs est l'augmentation du nombre des personnes employées par des individus privés (comme les nourrices) – qui atteignent aujourd'hui à peu près le même nombre que ceux qui travaillent dans l'administration – le changement de catégorie d'ouvrier à employé parmi les bas revenus n'est pas plus la preuve que la classe moyenne devient dominante que de ce que l'individualisme règne en maître : « Souvent isolés dans une succession de relations de travail éphémères, les employés n'ont pas moins besoin de fraternité sociale que les nouveaux ouvriers » (18).

Cela dit, il ne s'agit pas de sous-estimer le désarroi ressenti par ceux dont les vies professionnelles sont sujettes à l'insécurité et à des fluctuations. Un des développements politiques les plus importants des quinze dernières années a été la capacité du Front National à trouver une base électorale significative parmi les jeunes travailleurs, ceux qui sont les plus exposés à des conditions de travail précaires et les moins intégrés à la culture politique ou syndicale qui était celle de la génération de leurs parents (19). Les syndicats sont aujourd'hui confrontés à quelque chose qui a toujours été un trait du mouvement ouvrier – la classe ouvrière est diverse, et sujette à des changements et des bouleversements dans sa composition interne : « Le passage à un modèle de classe plus complexe, multidimensionnel, n'implique pas que les classes sont en train de disparaître » (20). Des bouleversements structurels dans le monde du travail constituent des obstacles à une organisation efficace, mais ils ne l'empêchent pas. Le fait que les jeunes travailleurs soient particulièrement sujets à l'insécurité et au chômage les rend inévitablement plus difficiles à organiser dans des syndicats, mais 70% de ceux qui sont employés en CDD se verront finalement accorder des contrats indéterminés. Et ceux qui sont employés comme domestiques, travailleurs

de l'hôtellerie et gardes d'enfants peuvent avoir des métiers avec peu ou pas de traditions syndicales, mais c'était aussi le cas des coiffeurs, des instituteurs et des typographes qui rejoignirent la CGT dans les premières années du 20ème siècle (21).

En fait, une des caractéristiques des luttes de la dernière décennie a été la mobilisation de travailleurs qui ont habituellement du mal à s'organiser – les associations de sans-abri qui ont occupé des logements vides du centre de Paris au milieu des années 1990, les associations de chômeurs qui ont mis le gouvernement Jospin sur la défensive pendant l'hiver 1997/98, les sans papiers dont la revendication de cartes de séjour a mené à une vague de protestations bénéficiant d'un soutien public sans précédent au milieu des années 90, et les grèves victorieuses de jeunes travailleurs ces dernières années, précisément dans des secteurs d'emploi particulièrement précaire, avec peu de traditions d'organisation syndicale – McDonald, Virgin et le groupe hôtelier ACCOR. Au printemps de 2005, les salariés de la chaîne de supermarchés Carrefour, où les conditions de travail sont notoirement exécrables et le taux de syndicalisation très bas, ont mené une action de grève de cinq semaines.

Les syndicats sont confrontés au problème de leur propre fragmentation organisationnelle selon des lignes politiques, aussi bien que par les tentatives des patrons pour briser les schémas et les réseaux de solidarité sur le lieu de travail (22). Ces divisions se sont aggravées au cours des vingt années écoulées à la suite de l'exclusion de militants d'extrême gauche de la CFDT, qui ont constitué le syndicat indépendant SUD à la poste et dans les télécoms, un processus qui s'est étendu à virtuellement l'ensemble du secteur public. Mais l'une des caractéristiques majeures des grèves de 1995 a été l'impulsion vers l'unité à la base qui a vu, pour la première fois, des contingents unis des principales fédérations syndicales dans des meetings de travailleurs de différents secteurs. C'était la base de la dynamique à l'œuvre dans le mouvement – l'action de grève qui se répandait par l'activité à la base, attirant un plus large soutien s'exprimant dans des manifestations régulières et significatives, donnant un élan accru et une plus grande confiance aux grévistes, jusqu'à ce que finalement Juppé soit obligé de reculer.

Certains ont vu le mouvement comme un moyen de localiser la défense des emplois et des conditions de travail organisé par des comités de grève et des coordinations dans le contexte plus large d'une économie en cours de mondialisation (23). « Pour la première fois dans un pays riche », déclarait Le Monde en décembre 1995, « nous assistons aujourd'hui à ce qui est en fait une grève contre la « globalisation », une réaction massive et collective contre la mondialisation financière et ses conséquences » (24).

Effectivement, en France et ailleurs, on assista à la suite de décembre 1995 au développement de groupes anticapitalistes et d'associations dont les protestations suivaient une trajectoire qui souvent se situait en parallèle, les recoupant parfois, avec les luttes du mouvement ouvrier. En Italie, par exemple, la centrale syndicale CGIL appela à une grève générale le 23 mai 2003 contre le gouvernement Berlusconi. Plus de 13 millions de travailleurs y participèrent, et la CGIL fit le lien avec le mouvement du forum social qui s'était développé en Italie à la suite des manifestations de Gênes contre le sommet du G8, notamment en jouant un rôle de premier plan lors du Forum Social Européen de 2002 à Florence. De même en Espagne, les syndicats qui avaient organisé la grève générale de juin 2002, avec 10 millions de grévistes, jouèrent un rôle lors des manifestations au sommet de l'Union Européenne à Séville deux jours plus tard, comme ils l'avaient fait à Barcelone au printemps avec 500.000 manifestants. Pour certains, la conclusion est claire : « l'établissement d'une corrélation explicite entre l'opposition aux projets néolibéraux des gouvernements nationaux et la dénonciation de l'autorité de la « gouvernance » globale dérive d'un travail syndical conséquent » (25).

Pourquoi la dynamique de 1995, menant à une convergence de ces deux calendriers de mobilisation (26), n'a-t-elle pas fonctionné de la même façon en France en 2003 ? Le mouvement n'a pas réussi à prendre suffisamment d'ampleur pour battre Raffarin, bien que les manifestations fussent à une échelle supérieure à 1995, avec des mobilisations nationales de 2 millions de participants à quatre reprises, un nombre total de journées de grève cinq ou six fois plus grand qu'en 1995, et avec une action qui se développait à travers le système éducatif de la même façon que les cheminots avec le plan Juppé. L'observateur du syndicalisme français René Mouriaux a mis cela sur le

compte de la faiblesse politique – l'absence de buts clairs autour desquels unifier le mouvement, l'échec des directions syndicales à développer des propositions alternatives radicales, et leur incapacité à convaincre la base de la validité des propositions qu'elles développaient. Plus généralement, il manquait une vision globale, un but politique unificateur. Malgré ces déficiences, néanmoins :

La victoire de la droite sur les retraites ne semble pas avoir brisé la mobilisation populaire, et l'expérience de 2003 donnera lieu à des réflexions qui selon toute probabilité mèneront à une formulation plus riche d'une réponse alternative à l'offensive néolibérale (27).

Il avait raison. Deux ans plus tard, le mouvement parvint à impliquer les grands partis et à mobiliser un soutien majoritaire des travailleurs pour le référendum sur la Constitution européenne néolibérale. Un des traits de cet extraordinaire mouvement fut la façon dont les grèves et les manifestations – contre les attaques sur les services publics et la semaine de 35 heures, et le projet du gouvernement de supprimer le pont de l'Ascension – donnèrent un essor, confirmé par les sondages d'opinion, à la campagne politique contre le référendum. Le résultat fut la victoire politique la plus significative remportée jusqu'à ce jour contre le néolibéralisme.

Les alternatives politiques

Les dix dernières années ont donc été caractérisées par des moments de lutte intenses et des intervalles de calme relatif. Certains ont remarqué la coïncidence entre les bas niveaux de lutte et les campagnes électorales – une cause plus plausible réside dans les facteurs économiques, avec des luttes plus intenses lorsque l'économie va mieux (28). La révolte contre les inégalités sociales à long terme peut prendre des formes imprévisibles dans un contexte d'instabilité politique et de désaffection, lorsque le taux de chômage est resté pratiquement inchangé à 10% pendant deux décennies.

Plus de 700 banlieues françaises, avec une population totale de 4,5 millions de personnes, sont officiellement considérées comme des zones « en difficulté ». A Clichy sous Bois, où les émeutes ont commencé à l'automne 2005, une personne sur quatre est sans emploi. On estime que 30% des foyers de la zone sont incapables de payer des loyers HLM. Le chômage des jeunes en Seine-Saint-Denis est de 25 à 40%.

La rage et la frustration qui ont amené des jeunes à incendier des écoles et des agences ANPE, qui étaient devenues pour eux des symboles de la pauvreté et de la discrimination les excluant de la société « républicaine », n'est pas une réaction limitée aux banlieues pauvres françaises. En 2000, par exemple, des travailleurs du textile menacés de licenciement à l'usine Cellatex de Givet ont occupé l'établissement et se sont emparés de 56.000 litres d'acide sulfurique et les 46 tonnes de sulfure de carbone qui y étaient stockés, menaçant de tout faire sauter, et finalement déversant des milliers de litres d'acide dans les rues (29). D'autres tentèrent de généraliser le conflit en le liant à des questions plus générales. Pendant les coupures d'électricité causées par les grèves contre les plans de privatisation d'EDF-GDF en 2003, les salariés d'EDF allaient dans les cités ouvrières et reconnectaient le courant au tarif le plus bas. Les « Robins des Bois » qui faisaient cela avaient pour slogan « Notre énergie n'est pas à vendre » (30).

Les grèves de masse et les mouvements de protestation ont toujours été une caractéristique du mouvement ouvrier français, quel que soit le niveau de syndicalisation. Les vagues de grèves de juin 1936 et de mai 1968, comme pendant les hivers de 1986 et 1995, se sont propagées et développées par l'action à la base, et étaient dirigées bien plus par les comités de grève que par la bureaucratie syndicale. Ce n'est que lorsqu'il s'agissait d'en finir avec le mouvement que les directions des organisations réformistes faisaient sentir leur influence.

La singularité des grèves de 1995 et de 2003 était que ces organisations, et en particulier le Parti Communiste

Français (PCF) étaient plus faibles que jamais. Cela ne signifiait pas pour autant que le mouvement était capable de développer spontanément une stratégie politique indépendante. En fait, une des ironies de décembre 1995 fut qu'il ramena le Parti Socialiste au gouvernement en 1997, et que le mouvement de 2003, étouffé par les directions syndicales, fut suivi par une augmentation des scores du PS lors des élections régionales et européennes qui ont suivi. Mais la période ouverte par les grèves de 1995 a confirmé que la désaffection avec les compromis et le pessimisme des directions social démocrates et syndicales, apparente depuis la grève des chemins de fer de 1986, se traduit par des formes d'organisation différentes. Le développement des coordinations sur les lieux de travail et celui d'associations de base, conséquence du déclin de l'organisation syndicale et des appareils socialistes et communistes, exprime un désir des activistes prêts à prendre les choses en main en défiant leurs directions. Ce schéma s'est répété chaque fois qu'une brèche a été ouverte par les organisations social démocrates.

L'exemple le plus évident est celui de la montée de la gauche trotskyste. Lutte Ouvrière (LO) et la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) se sont affirmées comme organisations nationales de premier plan, chacune d'entre elles faisant plus de voix que le PCF à la dernière élection présidentielle, combinant à elles deux 10% des suffrages. Leurs porte-parole, Arlette Laguiller pour LO et Olivier Besancenot pour la LCR, sont familiers à tous les Français. Mais le schéma a aussi pris d'autres formes. Les intellectuels avaient à diverses reprises agi dans l'histoire française comme substituts aux dirigeants politiques. L'incapacité des socialistes à proposer une direction qui fût indépendante de la gauche républicaine pendant l'affaire Dreyfus, au tournant du 20ème siècle, avait abouti à ce que beaucoup de leurs tâches polémiques avaient été prises en charge par un romancier, Emile Zola. Pendant la guerre d'Algérie, c'est un philosophe, Jean-Paul Sartre, qui parlait lorsque la gauche était silencieuse, et après les grèves de 1995 le sociologue Pierre Bourdieu contribua de façon dirigeante à mettre sur la défensive ceux qui faisaient des compromis avec le consensus néolibéral. Bourdieu avait aussi compris la nécessité d'équiper les militants avec des arguments, créant à cette fin une maison d'édition, dans une démarche suivie par d'autres associations de base. Le rôle joué par ATTAC et par la Fondation Copernic dans la réfutation des arguments dominants sur la constitution européenne a été au moins égal aux efforts du Parti Communiste dans la campagne du référendum. ATTAC s'est développé, à partir d'une association mise en place pour appeler à une taxe sur les spéculations financières, en un réseau militant de plus de 40.000 membres s'adressant à tout le spectre des questions politiques. C'est l'un des exemples les plus frappant de la façon dont la soif d'alternatives politiques, et des outils pour les mettre en œuvre, génère des manières de contrer le déclin des appareils réformistes qui a été une caractéristique de la gauche pendant la plus grande partie du 20ème siècle.

Ces réseaux militants ont été au cœur des mobilisations majeures qui ont jeté dans l'action des millions d'individus. Mais en même temps que chaque mobilisation confirmait, de diverses manières, le déclin de la social-démocratie, elle révélait aussi les limites de la capacité du mouvement social à se saisir des initiatives politiques. Jospin, comme nous l'avons vu, a capitalisé sur le désarroi de la droite en 1995 pour réunir des sections significatives de la gauche anti-néolibérale derrière son projet de gauche plurielle dans le sillage des grèves. Ce projet s'est effondré en 2002, forçant Jospin à un retrait mélodramatique de la politique au soir des élections. Mais la prétendue « gauche de la gauche » fut prise au dépourvu par la défaite de Jospin par Le Pen, et se borna à se faire l'écho des socialistes appelant les millions de manifestants anti-Le Pen à voter Chirac. Beaucoup de militants ont réagi à leur mise en échec par Raffarin et les directions syndicales en 2003, malgré un mouvement massif et soutenu contre la réforme des retraites, en votant pour les socialistes plutôt que pour l'extrême gauche en 2004. De même, après la victoire de la gauche au référendum de 2005, la survie de Chirac fut largement due à l'absence d'une campagne concertée pour le forcer à démissionner.

Le retour de la fortune électorale des socialistes à la suite des mouvements de protestation renforce un élément souligné par Moschonas, selon lequel le lien entre la social-démocratie et l'électorat populaire se détériore mais n'est pas brisé. D'un côté, pour la première fois en un siècle, le peuple n'a pas été privé d'une réelle représentation politique. Mais de l'autre, l'infrastructure institutionnelle et organisationnelle de la social-démocratie se maintient, « même si son centre s'est largement fissuré et ses contours se sont altérés », et les partis sociaux-démocrates ne se comportent plus en « producteurs de sens » dans la défense des intérêts des revenus modestes. Les traditions politiques mettent longtemps à s'établir et longtemps à se détruire. Le déclin de la social-démocratie n'est pas un

processus linéaire, mais tourne autour d'une identité « impossible » basée sur la tension entre une sensibilité social-démocrate résiduelle, en même temps que ses structures survivantes, et le tournant social-libéral vers le marché qui les désagrège. Cette « impossibilité duelle de briser avec la logique de la solidarité aussi bien que de l'adopter » signifie que la social-démocratie continue à exercer un attrait sur un électorat populaire, classe ouvrière, tout en contribuant à marginaliser les travailleurs dans la vie publique (31).

Ainsi, en même temps que la social-démocratie n'est plus capable de mobiliser autour d'un programme de transformation sociale, elle est capable de maintenir un certain niveau de soutien électoral par défaut. Et, comme nous l'avons vu, les changements dans les vies laborieuses et les tentatives concertées des employeurs (et de forces politiques comme le FN) de briser les réseaux d'organisation collective et de solidarité peut faire apparaître la politique de compromis des dirigeants syndicaux comme « réaliste ». Tout ceci a incontestablement un impact sur les niveaux de confiance et de combativité sur le lieu de travail. C'est particulièrement vrai du secteur privé, où toute une série de défaites ont été subies ces dernières années (Danone, Marks & Spencer, Michelin). En même temps, cela dit, la baisse des effectifs syndicaux et le déclin de la social-démocratie ne doivent pas être vus comme des phénomènes principalement sociologiques, basés sur la « disparition » de la classe ouvrière. L'érosion du vote pour les socialistes et les communistes durant la décennie écoulée a des racines politiques, qui reflète la désaffection envers les compromis qu'ils font lorsqu'ils sont aux affaires. La social-démocratie n'a jamais été une force politique aussi cohérente en France qu'en Grande Bretagne, mais au contraire divisée historiquement entre les partis communiste et socialiste. Même chose pour la crise des principales confédérations syndicales françaises. Le fait qu'un mouvement syndical fragmenté n'organise pas plus d'un salarié sur dix signifie que sa direction exerce une influence, mais pas de manière monolithique ou lourdement bureaucratique comme ailleurs. La colère envers la direction par les syndicats des grèves contre la réforme des retraites de 2003, dissipant le mouvement dans des journées d'action séparées plutôt que consécutives à neuf occasions différentes, a amené les travailleurs, dans un meeting tenu à Marseille en juin 2003, à huer et siffler le dirigeant cégétiste Bernard Thibault, l'accueillant aux cris de « grève générale ! ». Et c'est la même colère, plutôt que des facteurs sociologiques sous-jacents, qui a amené un nombre de syndiqués estimé à 100.000 à quitter la CFDT à la suite du mouvement de 2003 (32).

Depuis 1995, les mouvements de salariés en grève, les chômeurs, les sans papiers et les sans abris ont réaffirmé leur statut d'acteurs en tant que tels, plutôt que de victimes de la main cachée du marché. Les slogans du mouvement, « Tous ensemble ! », « Notre monde n'est pas à vendre ! », « Un autre monde est possible ! », bien que très généraux, n'en expriment pas moins une confiance dans la force et la solidarité de ceux qui résistent aux attaques néolibérales. De plus, les performances électorales de la gauche trotskyste montrent qu'il est possible de construire une base électorale sur une plate-forme qui s'oppose au pessimisme de la social-démocratie en mettant l'accent sur le potentiel d'activité autonome de la classe ouvrière. Le mouvement et son expression politique semblent se dérouler selon des rythmes parallèles ou consécutifs jusqu'au référendum de mai 2005. Le lien qui se crée entre la LCR, les réseaux associatifs de la gauche radicale, le PCF et des éléments de la gauche socialiste à l'occasion de la campagne du référendum fait d'une alliance anti-néolibérale à plus long terme une possibilité tangible.

Mais il y a toujours le problème du comportement de certains éléments de l'extrême gauche qui se tiennent éloignés du mouvement. LO a réagi aux émeutes de novembre 2005 en opposant les jeunes des banlieues à la classe ouvrière, comme si les deux étaient des entités distinctes. Pire, l'organisation s'est également fait l'écho du stéréotype raciste considérant les émeutes comme l'œuvre de voyous et de petits délinquants, critiquant les jeunes impliqués comme n'ayant pas de conscience de classe, et déplorant, sans trace d'ironie, leur manque de solidarité (33). Le refus persistant de LO de s'engager de façon consistante dans des campagnes politiques (antiracisme, antifascisme, processus du forum social, référendum sur la constitution européenne) aboutit à ce que ses interventions sont en général le produit de réactions aux événements, que ce soient ceux liés au calendrier électoral ou aux grèves et protestations. La capacité de cette organisation à jouer un rôle dynamique dans le développement du mouvement est par conséquent très limitée.

Les difficultés rencontrées par les syndicats pour recruter dans la jeunesse signifient que les questions politiques peuvent prendre une importance beaucoup plus grande dans l'établissement de liens entre différents groupes de travailleurs. Si les militants antiguerre s'étaient efforcés d'œuvrer avec des Musulmans à la construction d'un mouvement unitaire contre la guerre, par exemple, il y aurait eu un vrai potentiel de coopération entre la gauche politique et la jeunesse d'origine immigrée – quelque chose qui a d'une manière générale échappé au mouvement antiraciste en France. Au lieu de cela, le mouvement a limité les possibilités d'une telle coopération en mettant sur le même plan le terrorisme et l'impérialisme américain, et en choisissant de ne pas défiler dans des quartiers comportant d'importantes populations arabes et noires. Ces erreurs ont atteint leur summum lorsque des sections de la gauche ont choisi de mettre la défense de la laïcité dans les écoles avant la lutte contre le racisme, soutenant l'imposition d'un code d'habillement « républicain » qui interdit aux filles musulmanes de porter le hijab à l'école. C'était l'effondrement total d'une des fonctions fondamentales de la gauche radicale, qui est d'organiser la défense des minorités stigmatisées.

Cela eut des répercussions plus larges. Il n'y a aucune garantie que la gauche aurait trouvé possible de fournir une autre arène à l'expression de la révolte des jeunes des banlieues si elle avait offert une solidarité authentique, pratique, avec eux pendant l'affaire du foulard, ou si elle avait essayé de les impliquer dans le mouvement antiguerre. Mais au moins, la gauche aurait été mieux placée pour s'engager dans les discussions politiques qu'il y a eu dans les banlieues sur la suite à donner aux émeutes.

« Dans cette conflictualité fractionnée, réactive, véhiculant souvent des réactions de colère et de révolte », écrivait un commentateur dans le sillage des grèves de 2003, « il existe toujours un risque d'agrégation spontanée et de crise sociale ouverte » (34). L'expression de cette colère se produit dans une situation caractérisée par une instabilité politique chronique et dans le contexte plus large de recomposition de classe souligné plus haut. Cela met une grande responsabilité sur les épaules de la gauche, qui doit s'engager de façon consistante dans des luttes de toute espèce et trouver des façons d'agir avec des gens qui peuvent avoir des idées différentes sur la façon dont le changement peut être apporté. Plus largement, la gauche révolutionnaire, aussi bien qu'ailleurs en Europe, est confrontée à une double tâche, qui consiste, d'abord, à unir ceux qui veulent combattre le néolibéralisme et de proposer des alternatives politiques et électorales cohérentes à la social-démocratie. La magnifique campagne contre la constitution européenne organisée par la gauche radicale au printemps 2005 montre que le potentiel pour une telle alliance existe en France à une échelle bien plus élevée que ce qui existe déjà en Grande Bretagne et en Allemagne. Et, ensuite, à maintenir et à construire des courants révolutionnaires indépendants à l'intérieur du mouvement large afin de prouver dans la pratique qu'une opposition viable, efficace au néolibéralisme ne peut être réalisée que par ceux qui cherchent à remplacer le capitalisme par un ordre social offrant l'égalité et l'émancipation que la social-démocratie n'a jamais été capable de mettre en œuvre, sous aucun de ses déguisements.

Notes

1. Le Monde, 13 novembre 2005
2. Mouvement des Entreprises de France
3. Le Canada a connu la même chute sans la semaine de 35h. Voir P Askenazy, Les désordres du travail (Paris, 2004)
4. F Fukuyama, in Quelle ambition pour la France ? (Paris, 2002) Cité in P Ariès, Misère du sarkozysme : cette droite qui n'aime pas la France (Paris, 2005), p 251
5. Cité in P Ariès, op cit, p 47
6. N Baverez, La France qui tombe (Paris, 2003), cité in P Ariès, ibid, p 35.
7. Le Monde, 14 mai 2005
8. E Mignon, Le Monde, 3 septembre 2004, cité in P Ariès, ibid, pp 118-119
9. Pour une description plus détaillée de ces mouvements, voir les articles suivants dans International Socialism : J Wolfreys, « Class Struggles in France » (automne 1999) ; « The Centre Cannot Hold : Fascism, the Left and the Crisis of French Politics » (été 2002) ; et « How France's Referendum Caught Fire » (été 2005)
10. J-M Pernot, « Pleins et déliés de la contestation. Du repli de la grève au mouvement sur les retraites » in S Bérout et R Mouriaux, L'année sociale 2003-4 (Paris, 2004), p 122

11. M Wievorka, « L'air du temps est favorable au mouvement surfant sur les peurs et les inquiétudes », Libération, 14 octobre 2005
12. Avec, note Moschonas, l'exception possible de la bourgeoisie des Lumières. G Moschonas, In the Name of Social Democracy : The Great Transformation : 1945 to the Present London (Londres, 2002), p 305
13. ibid, pp 307-308
14. ibid, pp 308-309
15. E-A Seillière, Le Monde, 27 janvier 2000
16. E Maurin, L'égalité des possibles : la nouvelle société française (Paris, 2002) pp 10-11
17. ibid, p 36
18. ibid, p 46
19. Voir N Mayer, Ces Français qui votent FN (Paris, 1999), pp 75-97
- 20 M Hout, C Brooks et J Manza, « The Persistence of Classes in Post-Industrial Societies », International Sociology, Vol 8, n° 3, 1993, cité in G Moschonas, ibid, p 308
21. J-M Pernot, Syndicats : lendemains de crise ? (Paris, 2005), pp 313-314
22. M Pialoux et S Beaud, Retour sur la condition ouvrière (Paris, 1999)
23. N Parsons, French Industrial Relations in the New World Economy (Oxford, 2005), p 167
24. Le Monde, 4 décembre 1995
- 25 E Agrikolianski, O Filleule, N Mayer (eds), L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause (Paris, 2005), p 311
26. ibid
27. S Bérout et R Mouriaux, ibid, pp 22-23
28. J-M Pernot in S Bérout et R Mouriaux, ibid, p 122
29. C Larose, S Bérout, R Mouriaux et M Rabhi, Cellatex : quand l'acide a coulé (Paris, 2001)
30. S Bérout, Les Robins des Bois de l'énergie (Paris, 2005)
31. G Moschonas, ibid, pp 300-301
32. G Filoche, "Les braises durables du mouvement social", www.legrandsoir.net.
33. Lutte Ouvrière, 4 novembre, 11 novembre 2005
34. J-M Pernot in S Bérout et R Mouriaux, ibid, p 134

(traduit de l'anglais par JM Guerlin)